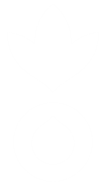
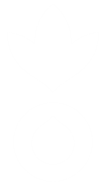
****

**Termes de Référence**

**Consultance pour un diagnostic de plaidoyer humanitaire dans la région de Diffa, Niger**



**I - Contexte**

**Situation**

La situation humanitaire à Diffa a une nature complexe caractérisée par la combinaison de défis tant structurels que conjoncturels. La région de Diffa est l’une des plus affectées par l’insuffisance des services sociaux de base et le manque d’infrastructures. La région présente une vulnérabilité environnementale, des taux de chômage élevés, notamment chez les jeunes et fait également face à des épisodes d’épidémies chroniques. La région est particulièrement touchée par l’insécurité alimentaire. A cela, il faut ajouter les conséquences humanitaires de la crise sécuritaire qui se traduit notamment par un afflux majeur de population.

Si le constat est celui d’une amélioration générale de la coordination humanitaire dans la zone, la réponse reste insuffisante. D’une part, tel que souligné par le HRP 2017, il est nécessaire d’« assurer une meilleure gestion et coordination de la réponse et des gaps des secteurs concernés et d’améliorer la gestion efficiente des opérations par les acteurs, y inclus assurer une présence géographique appropriée des acteurs, en fonction des priorités et des besoins ».

La réponse institutionnelle peine à se mettre en place, pour les raisons suivantes, telles que relevées par le Ministère de l’Action Humanitaire et de la Gestion des Crises : représentativité institutionnelle insuffisante car ne prévoyant pas des services déconcentrés en régions et sous-régions ; faible capacité des institutions en charge de coordination de l’action humanitaire ; faible leadership en matière de coordination humanitaire ; pluralité institutionnelle manifeste dans des situations d’urgences humanitaires.

Toutefois, de nouvelles dynamiques d’intervention sont à l’œuvre dans la région, qui fait l’objet d’une attention croissante. A ce titre, il convient de relever notamment le développement d’une approche Urgence-Développement. En témoignent par exemple la désignation par l’Union Européenne du Niger comme pays pilote sur le nexus humanitaire-développement, les programmes lancés par la Banque Mondiale ou l’Agence Française de Développement.

Si ces évolutions vont dans le sens d’une meilleure réponse, il apparaît indispensable de renforcer ces mécanismes afin de garantir une meilleure couverture des besoins de la population de Diffa.

**Justification**

Action Contre la Faim est un acteur humanitaire majeur au Niger. Présente depuis 1997, elle intervient dans la région de Diffa depuis 2015. Elle intervient auprès des populations déplacées, réfugiées, retournées et hôtes. Action contre la Faim répond à l’urgence humanitaire par des interventions en santé/nutrition, en eau, hygiène et assainissement (WASH) et en sécurité alimentaire, ainsi que par le rétablissement des moyens d’existence des populations affectées.

En vertu de sa stratégie internationale, Action Contre la Faim travaille à une meilleure couverture des besoins humanitaires. A ce titre, elle renforce ses programmes opérationnels par des actions de plaidoyer aux niveaux national et locaux afin de provoquer des changements durables en termes de politiques, de pratiques et de capacités d’intervention.

Si le Réseau International Action Contre la Faim conduit un plaidoyer international sur la région du Bassin Lac Tchad, la Mission Niger entend développer son plaidoyer humanitaire au niveau national. Alors que le plaidoyer humanitaire est à un stade très liminaire au Niger, la mission a élaboré les grandes lignes de son positionnement. Toutefois, elle dispose d’une expertise insuffisante sur la situation spécifique à Diffa. Dans cette perspective, Action Contre la Faim Niger recrute un consultant.

**II - Résultats attendus**

Il est attendu du consultant qu’il **fournisse un diagnostic sur les défis inhérents à la réponse humanitaire à Diffa permettant d’alimenter le plaidoyer de la Mission Niger**.

En amont de la participation d’Action Contre la Faim à divers processus stratégiques et politiques, cette consultance permettra de collecter et d’exploiter les informations nécessaires. Il s’agira d’une analyse qualitative visant à mieux identifiés les insuffisances de la réponse.

Les résultats permettront d’orienter et de nourrir les thèmes de plaidoyer de la Mission Niger. Ils contribueront à définir les mécanismes de réponse les plus adaptés à la situation, notamment les mécanismes de coordination.

|  |  |
| --- | --- |
| *Thèmes* | *Questions* |
| Coordination entre acteurs | Il s’agira d*’établir une cartographie des acteurs en présence*, ainsi que de leur positionnement, incluant :   * les acteurs institutionnels, incluant les services techniques déconcentrés. En ce sens, il sera attendu du consultant qu’il identifie les liens entre les autorités centrales et les autorités décentralisées/services techniques déconcentrés. Un focus pourrait être mis sur le rôle du Ministère de l’Action Humanitaire et de la Gestion des Crises. * Les ONG pouvant constituer des alliés de plaidoyer. Une analyse du potentiel rôle de la société civile locale sera conduite. * Le Système des Nations-Unies, avec une attention particulière sur la coordination des divers groupes de travail. Une analyse des insuffisances et des forces de ce système est attendue. * Des forces militaires en présence, incluant une description critique de la coordination civilo-militaire . |
| Gestion de l’information | Le constat est celui d’une insuffisance de l’information, en termes de quantité mais surtout de circulation. Sur cette thématique, le consultant se concentrera notamment sur les éléments suivants :   * *Recensement*: notamment sur la méthodologie de l’évaluation (inclusion des ONG ?), ses insuffisances/problèmes ? * *Circulation* : analyse des canaux d’information et du fonctionnement de l’Information Management WG * Système d’alerte : comment le SAP fonctionne-t-il à Diffa ? Quelles sont les autorités en charge ? Existe-il un système d’alerte communautaire ? |
| Couverture des besoins | Une analyse qualitative sur la couverture des besoins sera conduite, intégrant :   * Une analyse des programmes faisant le lien entre urgence et développement * *Une Identification des besoins*: Quels sont les besoins identifiés comme prioritaires, notamment en terme de sécurité alimentaire ? Par les populations ? Par les autorités ? Quels sont les problèmes structurels ? * Une analyse conflits inter-communautaires : quelles en sont les causes ? Tensions entre déplacés et communautés hôtes ? * *Des pistes de réflexion sur une possible réponse humanitaire transfrontalière. Existe-il un*  besoin pour des mécanismes transfrontaliers, notamment avec le Nigéria ? |

**Produits finaux**

Un rapport intégrant :

* Les réponses aux questions susmentionnées
* Des projections de l’évolution de la situation humanitaire selon 3 scénarii – optimiste, réaliste, pessimiste – en fonction des analyses précédentes
* Des recommandations en terme de plaidoyer aux divers échelons (central et locaux)

Une synthèse de 2-3 pages

Une présentation Power Point

L’ensemble des produits respectera la charte graphique d’Action Contre la Faim

**Durée**

La consultance durera six semaines.

En milieu d’étude, le consultant enverra ses premières observations à la Coordinatrice Plaidoyer qui pourra réorienter les questionnements.

**III – Le consultant**

**Profil**

Le Consultant, national ou international, aura :

* Une expérience dans la conduite d’étude dans des contextes de crise
* Une expérience dans la conduite d’entretiens
* Une bonne connaissance du milieu humanitaire
* Une expérience en plaidoyer serait un plus
* Une bonne connaissance du contexte de Diffa

Il présentera les qualités suivantes :

* Excellente capacité d’analyse et de synthèse
* Aisance rédactionnelle
* Excellent français écrit et oral
* Bonnes qualités relationnelles
* Vision stratégique

**IV - Candidature**

Date limite de soumission des offres : **mercredi 23 Août à 23:59 (Heure Niamey)**

Réception des offres : Les offres paraphées et signées doivent être envoyées par email avec le sujet « **Consultance pour un diagnostic de plaidoyer humanitaire dans la région de Diffa, Niger** » à l’adresse de [pasket@ne.acfspain.org](file:///C:\Users\USER%20ACF\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Outlook\AVYG5D3J\pasket@ne.acfspain.org) et [cmelis@ne.acfspain.org](file:///C:\Users\USER%20ACF\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Outlook\AVYG5D3J\cmelis@ne.acfspain.org) avec en copie [maggarcia@ne.acfspain.org](file:///C:\Users\USER%20ACF\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Outlook\AVYG5D3J\maggarcia@ne.acfspain.org) ou au Bureau d’Action Contre la Faim Niger, 213 rue du Bély, Quartier Plateau, Niamey, Niger.

Les candidats devront envoyer :

* Un CV
* Une offre technique de 2-3 pages, avec proposition méthodologique (incluant la composition d’une équipe si jugée nécessaire) et chronogramme
* Une offre financière détaillant les coûts proposés pour la réalisation de l’étude. Tous les frais pour les déplacements internationaux et internes (vol UNHAS), le coût de visa, les frais de nourriture, le logement à Niamey sont à la charge du consultant. Le consultant sera logé dans la maison de passage pendant le séjour à Diffa. Il devra avoir son propre équipement nécessaire pour conduire l’étude (ordinateur, appareil photo, téléphone, etc.).

**Critères d'évaluation des offres :**

* La qualité de l'offre technique,
* La compétitivité de l’offre financière,
* La conformité avec le dossier demandé dans les TdR

**V – Ethique et responsabilité**

Action contre la Faim accordera une attention particulière au respect des valeurs éthiques dans le déroulement de l'étude et en particulier :

* A l'indépendance de consultant impliqué dans l’étude.
* Au respect de l'anonymat et de la confidentialité des personnes interrogées ou des sources de vérification.
* A l´attention particulière portée à l'intégrité de consultant, la rigueur et le respect de l'exactitude des données utilisées pour l'analyse et les résultats du rapport.

La situation sécuritaire à Diffa appelle à la plus grande prudence. L’état d’urgence y est toujours en vigueur. Le consultant devra toujours respecter les règles de sécurité en vigueur pour le personnel d´Action Contre la Faim.

1. Le Consultant doit entièrement respecter le Charte Action Contre la Faim.
2. Le consultant recevra un briefing sécurité spécifique avant le démarrage de la consultance.
3. La durée maximum de séjour autorisée pour un expatrié de type caucasien à Diffa est de 5 jours. Cependant une dérogation peut être accordée par le Directeur Pays, si une présence plus longue est nécessaire pour la mise en œuvre des activités.
4. Action Contre la Faim sera responsable de la sécurité du consultant et des éventuelles personnes recrutées par les consultants pendant le séjour et travail sur le terrain. Le consultant et son équipe sont obligés de respecter les consignes de sécurité donnés par le point focal sécurité mission.
5. Le consultant est responsable de leur assurance médicale et personnelle pendant toute la durée de la mission. En cas de besoin et au mesure possible, Action Contre la Faim facilitera le contact et la possible admission aux services de santé.
6. En cas d’urgence médicale ou situation sécuritaire exigeant une évacuation, Action Contre la Faim facilitera l’évacuation du consultant dans la mesure du possible et en lien avec sa compagnie d’assurance.